

EN JUIN, NE SUSPENDONS PAS LA MOBILISATION!

Mobilisation et occasions manquées en mai...

La grève de la fonction publique du 15 mai avait rassemblé une majorité de grévistes des 1^{er} et 2nd degrés dans l'éducation, après un fort mouvement lycéen depuis mars. Mais elle n'aura donné lieu à aucune suite intersyndicale en dehors des manifestations décentralisées du 24 mai à l'initiative de la FCPE. Des mouvements de reconduction trop limités se sont développés en Loire Atlantique, à Toulouse, à Paris, dans les Hauts de Seine. Dans le cadre de cette lutte contre la Révision Générale des Politiques Publiques, des reconductions se sont développées aux impôts et au Ministère de la Culture.

Pour SUD qui, dans l'Education aussi, avait appelé nationalement à reconduire cette grève, c'était en effet la voie à suivre pour gagner. Tout laisse à penser qu'avec d'autres appels à reconduire, notamment des syndicats de la FSU, un mouvement bien plus large et peut-être décisif était possible.

Dans cette situation, et alors que la fin de l'année et les examens ont parfois commencé (BTS, Oraux...), rien d'étonnant à voir le ministre, de plus en plus provoquant, poursuivre ses annonces tous azimuts, du service minimum à la « réforme » des lycées.

En juin, quelle mobilisation proposons-nous?

Dans l'éducation, en dehors de l'appel Fonction Publique le 10 juin et de celui sur les retraites le 17 juin, il nous faut trouver d'autres moyens pour poursuivre l'action.

Dans le 2nd degré, pour contrer Darcos qui a joué le Bac contre le mouvement, nous avons en vain proposé, lors de l'intersyndicale nationale du 30 mai, un appel à la grève dès le 16 juin, date du début du Bac, ainsi que le blocage d'un centre de retrait des copies.

Nous proposons aux AG de personnels de se saisir de ces propositions comme cela a déjà été fait dans plusieurs établissements, notamment en Ile de France et sur l'académiede Toulouse.

Il faut parallèlement, à l'occasion des dernières AG et des conseils d'enseignement de fin d'année, amplifier le refus collectif des heures supplémentaires dans les collèges et les lycées pour ne pas enterrer les suppressions de postes.

Dans le 1er degré, nous appelons au boycott des nouveaux programmes et des évaluations ; à refuser de participer et d'envoyer les élèves aux stages organisés pendant les vacances. Refusons de stigmatiser les élèves en difficulté, utilisons les 60h du samedi matin en heures de concertation, en votant des motions en conseils des maîtres et d'écoles. Un matériel est disponible sur notre site (www.sudeducreteil.org).

Tout laisse prévoir une rentrée très difficile avec des enseignements non assurés du fait de l'inflation des heures supplémentaires (HSA) et de leur refus par une partie des collègues. Les contre-réformes Darcos sont loin d'être achevées pour pouvoir atteindre les 20 000 suppressions de postes annoncées pour la rentrée 2009. Avec les mesures Pochard adaptant les enseignants à la loi de mobilité dans la Fonction Publique, nos conditions de travail et toutes nos garanties collectives sont remises en causes.

La résistance de ce mois de juin doit déboucher dès l'année prochaine sur un mobilisation d'ampleur. avec les lycéens et les parents.

Pour construire une riposte à la hauteur , la détermination de SUD Éducation reste entière.